

Publications périodiques

Comptes annuels

BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA

Société de droit espagnol au capital de 3 267 264 424 €
Siège social : 4, plaza San Nicolas – Bilbao (ESPAGNE)

I. – Bilans consolidés aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2018	2017 (*)	2016 (*)
Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	9	58 196	42 680	40 039
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10	90 117	64 695	74 950
Dérivés		30 536	35 265	42 955
Instruments de capitaux propres		5 254	6 801	4 675
Titres de créances		25 577	22 573	27 166
Prêts et avances aux banques centrales		2 163	-	-
Prêts et avances aux établissements de crédit		14 566	-	-
Prêts et avances à la clientèle		12 021	56	154
Actifs financiers non détenus à des fins de transaction obligatoirement évalués à juste valeur par le biais du compte de résultat	11	5 135		
Instruments de capitaux propres		3 095		
Titres de créances		237		
Prêts et avances aux banques centrales		-		
Prêts et avances aux établissements de crédit		-		
Prêts et avances à la clientèle		1 803		
Actifs financiers à juste valeur par le biais du compte de résultat	12	1 313	2 709	2 062
Instruments de capitaux propres		-	1 888	1 920
Titres de créances		1 313	174	142
Prêts et avances aux banques centrales		-	-	-
Prêts et avances aux établissements de crédit		-	-	-
Prêts et avances à la clientèle		-	648	-
Actifs financiers à juste valeur par le biais d'autre résultat global	13	56 337	69 476	79 221
Instruments de capitaux propres		2 595	3 224	4 641
Titres de créances		53 709	66 251	74 580
Prêts et avances aux banques centrales		-	-	-
Prêts et avances aux établissements de crédit		33	-	-
Prêts et avances à la clientèle		-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	14	419 660	445 275	483 672
Titres de créances		32 530	24 093	28 905
Prêts et avances aux banques centrales		3 941	7 300	8 894
Prêts et avances aux établissements de crédit		9 163	26 261	31 373
Prêts et avances à la clientèle		374 027	387 621	414 500
Dérivés – comptabilité de couvertures	15	2 892	2 485	2 833
Variations de la juste valeur des éléments couverts d'un portefeuille à couverture de risque de taux d'intérêt		-21	-25	17
Placements dans des coentreprises et associées	16	1 578	1 588	765
Coentreprises		173	256	229
Sociétés associées		1 405	1 332	536
Actifs protégés au moyen de contrats d'assurance ou de réassurance	23	366	421	447
Actifs corporels	17	7 229	7 191	8 941
Immobilisations corporelles		7 066	6 996	8 250
A usage propre		6 756	6 581	7 519
Cédées en location-exploitation		310	415	732
Immeubles de placement		163	195	691
Actifs incorporels	18	8 314	8 464	9 786
Ecart d'acquisition		6 180	6 062	6 937
Autres actifs incorporels		2 134	2 402	2 849
Actifs d'impôts	19	18 100	16 888	18 245
Actifs d'impôts courants		2 784	2 163	1 853
Actifs d'impôts différés		15 316	14 725	16 391
Autres actifs	20	5 472	4 359	7 274

Contrats d'assurance liés aux pensions		-	-	-
Stocks		635	229	3 298
Les autres actifs		4 837	4 130	3 976
Actifs non courants et groupes d'éléments destinés à être cédés, classés détenus en vue de la vente	21	2 001	23 853	3 603
Total actif		676 689	690 059	731 856

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante du bilan consolidé pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

Passif et capitaux propres	Notes	2018	2017 (*)	2016 (*)
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10	80 774	46 182	54 675
Dérivés		31 815	36 169	43 118
Positions courtes sur titres		11 025	10 013	11 556
Avoirs des banques centrales		10 511	-	-
Avoirs des établissements de crédit		15 687	-	-
Avoirs de la clientèle		11 736	-	-
Titres de créances émis		-	-	-
Autres passifs financiers		-	-	-
Passifs financiers à juste valeur par le biais du compte de résultat	12	6 993	2 222	2 338
Avoirs des banques centrales		-	-	-
Avoirs des établissements de crédit		-	-	-
Avoirs de la clientèle		976	-	-
Titres de créances émis		2 858	-	-
Autres passifs financiers		3 159	2 222	2 338
Pour annexe : passifs subordonnés		-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	22	509 185	543 713	589 210
Avoirs des banques centrales		27 281	37 054	34 740
Avoirs des établissements de crédit		31 978	54 516	63 501
Avoirs de la clientèle		375 970	376 379	401 465
Titres de créances émis		61 112	63 915	76 375
Autres passifs financiers		12 844	11 850	13 129
Pour annexe : passifs subordonnés		18 047	17 316	17 230
Dérivés – comptabilité de couverture	15	2 680	2 880	2 347
Variations de la juste valeur des éléments couverts d'un portefeuille à couverture de risque de taux d'intérêt		-	-7	-
Passifs protégés au moyen de contrats d'assurance ou de réassurance	23	9 834	9 223	9 139
Provisions	24	6 772	7 477	9 071
Pensions et autres obligations d'avantages postérieurs à l'emploi		4 787	5 407	6 025
Autres rémunérations aux employés à long terme		62	67	69
Questions de procédures et litiges en raison d'arriérés d'impôts		686	756	418
Engagements et garanties concédés		636	578	950
Autres provisions		601	669	1 609
Passifs d'impôts	19	3 276	3 298	4 668
Passifs d'impôts courants		1 230	1 114	1 276
Passifs d'impôts différés		2 046	2 184	3 392
Autres passifs	20	4 301	4 550	4 979
Passifs compris dans des groupes d'éléments destinés à être cédés, classes détenus en vue de la vente		-	17 197	-
Total passif		623 814	636 736	676 428
Fonds propres		54 326	53 283	50 985
Capital	26	3 267	3 267	3 218
Capital libéré		3 267	3 267	3 218
Capital non libéré et appelé		-	-	-
Prime d'émission	27	23 992	23 992	23 992
Instruments de capitaux propres émis autres que le capital		-	-	-
Autres éléments de capitaux propres		50	54	54
Bénéfices non distribués	28	23 018	23 612	21 844
Réserves de réévaluation	28	3	12	20

Autres réserves	28	-58	-35	-59
Réserves ou pertes cumulées de placements dans des coentreprises et associées		-58	-35	-59
Autres		-	-	-
Moins : actions propres	29	-296	-96	-48
Résultat attribuable aux détenteurs de la société mère		5 324	3 519	3 475
Moins : acompte sur dividendes		-975	-1 043	-1 510
Autre résultat global et cumulé	30	-7 215	-6 939	-3 622
Eléments non reclassés au compte de résultats		-1 284	-1 183	-1 095
Gains ou pertes actuariels sur plans de retraite à prestations définies		-1 245	-1 183	-1 095
Actifs non courants et groupes d'éléments destinés à être cédés, classes détenus en vue de la vente		-	-	-
Participation dans d'autres produits et charges comptabilisés dans placements dans coentreprises et associées		-	-	-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à juste valeur par le biais d'autre résultat global		-155	-	-
Inefficacité des couvertures de la juste valeur dans les instruments de capitaux propres évalués à juste valeur par le biais d'autre résultat global		-	-	-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à juste valeur par le biais d'autre résultat global (élément couvert)		-	-	-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à juste valeur par le biais d'autre résultat global (opérations de couverture)		-	-	-
Variations de la juste valeur des passifs financiers à juste valeur par le biais du compte de résultats attribuables aux variations du risque de crédit		116	-	-
Eléments pouvant être reclassés au compte de résultats		-5 932	-5 755	-2 527
Couverture d'investissements nets d'activités à l'étranger (partie efficace)		-218	1	-118
Conversion monétaire		-6 643	-7 297	-3 341
Dérivés de couverture. Couvertures de flux de trésorerie (partie efficace)		-6	-34	16
Actifs financiers disponibles à la vente			1 641	947
Variations de la juste valeur des titres de créances évalués à juste valeur par le biais d'autre résultat global		943	-	-
Opérations de couverture (éléments non désignés)		-	-	-
Actifs non courants et groupes d'éléments destinés à être cédés, classes détenus en vue de la vente		1	-26	-
Participation dans d'autres produits et charges comptabilisés dans placements dans coentreprises et associées		-9	-40	-31
Intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)	31	5 764	6 979	8 064
Autre résultat global et cumulé		-3 236	-2 550	-1 430
Autres éléments		9 000	9 530	9 494
Total capitaux propres		52 874	53 323	55 428
Total capitaux propres et passif		676 689	690 059	731 856

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante du bilan consolidé pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

Pour annexe – risques hors bilan	Notes	2018	2017 (*)	2016 (*)
Engagements de prêt donnés	33	118 959	94 268	107 254
Garanties accordées	33	16 454	16 545	18 267
Engagements éventuels accordés	33	35 098	45 738	42 592

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante du bilan consolidé pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

II. – Comptes de résultats comptabilisés consolidés pour les exercices annuels clos aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016

(En millions d'euros.)

Comptes de résultats comptabilisés consolidés	Notes	2018	2017 (*)	2016 (*)
Revenus d'intérêts et autres revenus similaires	37.1	29 831	29 296	27 708
Charges d'intérêt	37.2	-12 239	-11 537	-10 648
Marge d'intérêts		17 591	17 758	17 059
Revenus de dividendes	38	157	334	467
Résultats de sociétés évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	39	-7	4	25
Revenus de commissions	40	7 132	7 150	6 804
Charges de commissions	40	-2 253	-2 229	-2 086
Gains ou pertes après décomptabilisation d'actifs et passifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats, nets	41	216	985	1 375
Gains ou pertes d'actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, nets	41	707	218	248
Gains ou pertes d'actifs financiers non détenus à des fins de transaction obligatoirement évalués à juste valeur par le biais du compte de résultats, nets	41	96		
Gains ou pertes d'actifs et passifs financiers à juste valeur par le biais du compte de résultats, nets	41	143	-56	114
Gains ou pertes découlant de la comptabilité de couvertures, nets	41	72	-209	-76
Différences de change, net	41	-9	1 030	472
Autres produits d'exploitation	42	949	1 439	1 272
Autres charges d'exploitation	42	-2 101	-2 223	-2 128
Gains de contrats d'assurance et de réassurance	43	2 949	3 342	3 652
Charges des contrats d'assurance et de réassurance	43	-1 894	-2 272	-2 545
Marge brute		23 747	25 270	24 653
Charges de gestion		-10 494	-11 112	-11 366
Charges de personnel	44.1	-6 120	-6 571	-6 722
Autres charges générales de gestion	44.2	-4 374	-4 541	-4 644
Amortissement	45	-1 208	-1 387	-1 426
Provisions ou reprise sur pertes de valeur	46	-373	-745	-1 186
Dépréciation de la valeur ou perte de valeur d'actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats et pertes ou gains nets issus de modifications	47	-3 981	-4 803	-3 801
Actifs financiers évalués au coût amorti		-3 980	-3 676	-3 598
Actifs financiers à juste valeur par le biais d'autre résultat global		-1	-1 127	-202
Résultat des activités d'exploitation		7 691	7 222	6 874
Dépréciation de la valeur ou perte de valeur de placements dans des coentreprises ou associées		-	-	-
Dépréciation de la valeur ou perte de valeur d'actifs non financiers	48	-138	-364	-521
Actifs corporels		-5	-42	-143
Actifs incorporels		-83	-16	-3
Autres		-51	-306	-375
Gains ou pertes après décomptabilisation d'actifs non financiers et participations, nets	49	78	47	70
Écart d'acquisition négatif comptabilisé dans le compte de résultats		-	-	-
Gains ou pertes issus d'actifs non courants et groupes d'éléments à céder, classés détenus en vue de la vente non admis en tant qu'activités abandonnées	50	815	26	-31
Gains ou pertes de l'exercice avant impôt, issus des activités poursuivies	55.2	8 446	6 931	6 392
Charges ou produits d'impôts sur les gains des activités poursuivies		-2 295	-2 169	-1 699
Gains ou pertes de l'exercice après impôt, issus des activités poursuivies		6 151	4 762	4 693
Gains ou pertes après impôts, issus des activités abandonnées		-	-	-
Résultat de l'exercice		6 151	4 762	4 693
Attribuables aux intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)	31	827	1 243	1 218
Attribuable aux détenteurs de la société mère	55.2	5 324	3 519	3 475

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

(En euros.)	2018	2017 (*)	2016 (*)
Bénéfice par action	0,76	0,48	0,49
Bénéfice de base par action sur activités poursuivies	0,76	0,48	0,49
Bénéfice dilué par action sur activités poursuivies	0,76	0,48	0,49
Bénéfice de base par action sur activités abandonnées	-	-	-
Bénéfice dilué par action sur activités abandonnées	-	-	-

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante des comptes de résultats consolidés pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

III. – États consolidés des produits et charges comptabilisés pour les exercices annuels clos aux 31 décembres 2018, 2017 et 2016

(En millions d'euros.)

Etats consolidés des produits et charges comptabilisés	2018	2017 (*)	2016 (*)
Résultat de l'exercice	6 151	4 762	4 693
Autre résultat global	-2 523	-4 467	-3 022
Eléments non reclassés au compte de résultat	-141	-91	-240
Gains ou pertes actuariels sur plans de retraite à prestations définies	-79	-96	-303
Actifs non courants et groupes d'éléments destinés à être cédés, détenus en vue de la vente	-	-	-
Variations de juste valeur d'instruments des capitaux propres à juste valeur par le biais d'autre résultat global, net	-172		
Variations de juste valeur de passifs financiers à juste valeur par le biais de résultats attribuables aux variations du risque de crédit	166		
Impôt sur les bénéfices liés aux postes non reclassés	-56	5	63
Eléments pouvant être reclassés au compte de résultats	-2 382	-4 348	-2 772
Couvertures des investissements nets dans les opérations à l'étranger (partie efficace)	-244	80	166
Gains ou pertes de valeur comptabilisés aux capitaux propres	-244	112	166
Montants transférés au compte de résultats	-	-	-
Autres reclassements	-	-32	-
Différences de change	-1 537	-5 080	-2 157
Gains ou pertes pour change comptabilisés aux capitaux propres	-1 542	-5 089	-2 110
Montants transférés au compte de résultats	5	-22	-47
Autres reclassements	-	31	-
Couvertures des flux de trésorerie (partie efficace)	27	-67	80
Gains ou pertes de valeur comptabilisés aux capitaux propres	-32	-122	134
Montants transférés au compte de résultats	58	55	-54
Montants transférés à la valeur initiale des postes couverts	-	-	-
Autres reclassements	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente		719	-694
Gains ou pertes de valeur comptabilisés aux capitaux propres		384	438
Montants transférés au compte de résultats		347	-1 248
Autres reclassements		-12	116
Titres de créances à juste valeur par le biais d'autre résultat global	-901		
Gains ou pertes de valeur comptabilisés aux capitaux propres	-766		
Montants transférés au compte de résultats	-135		
Autres reclassements	-		
Actifs non courants et groupes d'éléments destinés à être cédés, détenus en vue de la vente	20	-20	-
Gains ou pertes de valeur comptabilisés aux capitaux propres	-	-	-
Montants transférés au compte de résultat	20	-	-
Autres reclassements	-	-20	-
Participation dans d'autres produits et charges comptabilisés des placements dans des coentreprises et associées	9	-14	-89
Impôt sur les bénéfices liés aux éléments pouvant être reclassés au compte de résultats	244	35	-78
Résultat global et total de l'exercice	3 628	323	1 681
Attribuables aux intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)	-420	127	305
Attribuable aux détenteurs de la société mère	4 048	196	1 376

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des produits et charges pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

IV. – États consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices annuels clos aux 31 décembres 2018, 2017 et 2016

(En millions d'euros.)

Exercice 2018	Capital (Note 26)	Prime d'émission	Instruments de capitaux propres émis, autres que le capital	Autres éléments des capitaux propres	Gains cumulés (Note 28)	Réserves de réévaluation (Note 28)	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 01/01/2018	3 267	23 992	-	54	25 474	12	-44
Impacts des modifications des méthodes comptables (cf. note 1.3)	-	-	-	-	-2 713	-	9
Solde d'ouverture ajusté	3 267	23 992	-	54	22 761	12	-34
Résultat global et total de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations des capitaux propres	-	-	-	-4	256	-10	-23
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions de priorité	-	-	-	-	-	-	-
Émissions d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercices ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	-	-	-	-	-992	-	-4
Achat d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou annulation d'actions propres	-	-	-	-	-24	-	-
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transfert d'éléments des capitaux propres (cf. note 2.2.20)	-	-	-	-	1 408	-10	-19
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres issue de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-19	-	-	-
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	15	-135	-	-
Soldes au 31/12/2018	3 267	23 992	-	50	23 018	3	-58

Exercice 2018	(-) Actions propres	Résultat attribuable aux détenteurs de la société mère	(-) acompte sur dividendes (Note 4)	Autre résultat global et cumulé (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Autre résultat global et cumulé (Note 31)	Autres éléments (Note 28)	
Soldes au 01/01/2018	-96	3 519	-1 043	-8 792	-3 378	10 358	53 323
Impacts des modifications des méthodes comptables (cf. note 1.3)	-	-	-	1 756	850	-822	-919
Solde d'ouverture ajusté	-96	3 519	-1 043	-7 036	-2 528	9 536	52 404
Résultat global et total de l'exercice	-	5 324	-	-1 276	-1 247	827	3 628
Autres variations des capitaux propres	-199	-3 519	68	1 096	540	-1 364	-3 158
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions de priorité	-	-	-	-	-	-	-
Émissions d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercices ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	-	-	-975	-	-	-378	-2 349
Achat d'actions propres	-1 684	-	-	-	-	-	-1 684
Vente ou annulation d'actions propres	1 484	-	-	-	-	-	1 460
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	-	-	-	-	-	-	-

Reclassement d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transfert d'éléments des capitaux propres (cf. note 2.2.20)	-	-3 519	1 043	1 096	540	-540	-
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres issue de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-19
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	-	-	-446	-566
Soldes au 31/12/2018	-296	5 324	-975	-7 215	-3 236	9 000	52 874

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

Exercice 2017 (*)	Capital (Note 26)	Prime d'émission	Instruments de capitaux propres émis, autres que le capital	Autres éléments des capitaux propres	Gains cumulés (Note 28)	Réserves de réévaluation (Note 28)	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 01/01/2017	3 218	23 992	-	54	23 688	20	-67
Impacts des modifications des méthodes comptables (cf. note 1.3)	-	-	-	-	-1 843	-	7
Solde d'ouverture ajusté	3 218	23 992	-	54	21 845	20	-60
Résultat global et total de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations des capitaux propres	50	-	-	-	1 768	-8	25
Émission d'actions ordinaires	50	-	-	-	-50	-	-
Émission d'actions de priorité	-	-	-	-	-	-	-
Émissions d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercices ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	-	-	-	-	9	-	-9
Achat d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou annulation d'actions propres	-	-	-	-	1	-	-
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transfert d'éléments des capitaux propres	-	-	-	-	1 932	-8	41
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres issue de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-22	-	-	-
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	22	-125	-	-6
Soldes au 31/12/2017	3 267	23 992	-	54	23 612	12	-34

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Exercice 2017 (*)	(-) Actions propres	Résultat attribuable aux détenteurs de la société mère	(-) acompte sur dividendes (Note 4)	Autre résultat global et cumulé (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Autre résultat global et cumulé (Note 31)	Autres éléments (Note 28)	
Soldes au 01/01/2017	-48	3 475	-1 510	-5 458	-2 246	10 310	55 428
Impacts des modifications des méthodes comptables (cf. note 1.3)	-	-	-	1 836	817	-817	-
Solde d'ouverture ajusté	-48	3 475	-1 510	-3 622	-1 429	9 493	55 428
Résultat global et total de l'exercice	-	3 519	-	-3 317	-1 122	1 243	323
Autres variations des capitaux propres	-48	-3 475	467	-	-	-1 207	-2 428

Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions de priorité	-	-	-	-	-	-	-
Émissions d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercices ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	-	-	-900	-	-	-290	-1 189
Achat d'actions propres	-1 674	-	-	-	-	-	-1 674
Vente ou annulation d'actions propres	1 626	-	-	-	-	-	1 627
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transfert d'éléments des capitaux propres	-	-3 475	1 510	-	-	-	-
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres issue de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-22
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-144	-	-	-917	-1 169
Soldes au 31/12/2017	-96	3 519	-1 043	-6 939	-2 551	9 529	53 323

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

Exercice 2016 (*)	Capital (Note 26)	Prime d'émission	Instruments de capitaux propres émis, autres que le capital	Autres éléments des capitaux propres	Gains cumulés (Note 28)	Réserves de réévaluation (Note 28)	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 01/01/2016	3 120	23 992	-	35	22 588	22	-98
Impacts des modifications des méthodes comptables (cf. note 1.3)	-	-	-	-	-1 834	-	7
Solde d'ouverture ajusté	3 120	23 992	-	35	20 754	22	-91
Résultat global et total de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations des capitaux propres	98	-	-	19	1 090	-2	31
Émission d'actions ordinaires	98	-	-	-	-98	-	-
Émission d'actions de priorité	-	-	-	-	-	-	-
Émissions d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercices ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	-	-	-	-	93	-	-93
Achat d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou annulation d'actions propres	-	-	-	-	-30	-	-
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transfert d'éléments des capitaux propres	-	-	-	-	1 166	-2	126
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres issue de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-16	3	-	-
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	35	-44	-	-2
Soldes au 31/12/2016	3 218	23 992	-	54	21 845	20	-60

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Exercice 2016 (*)	(-) Actions propres	Résultat attribuable aux détenteurs de la société mère	(-) acompte sur dividendes (Note 4)	Autre résultat global et cumulé (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Autre résultat global et cumulé (Note 31)	Autres éléments (Note 28)	
Soldes au 01/01/2016	-309	2 642	-1 352	-3 349	-1 333	9 325	55 281
Impacts des modifications des méthodes comptables (cf. note 1.3)	-	-	-	1 826	816	-816	-
Solde d'ouverture ajusté	309	2 642	-1 352	-1 523	-517	8 509	55 282
Résultat global et total de l'exercice	-	3 475	-	-2 099	-913	1 218	1 681
Autres variations des capitaux propres	260	-2 642	-158	-	-	-233	-1 535
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions de priorité	-	-	-	-	-	-	-
Émissions d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercices ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	-	-	-1 301	-	-	-234	-1 535
Achat d'actions propres	-2 004	-	-	-	-	-	-2 004
Vente ou annulation d'actions propres	2 264	-	-	-	-	-	2 234
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transfert d'éléments des capitaux propres	-	-2 642	1 352	-	-	-	-
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres issue de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-12
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-210	-	-	2	-219
Soldes au 31/12/2016	-48	3 475	-1 510	-3 622	-1 429	9 494	55 428

(*) Ne sont présentées qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

V. – États consolidés des flux de trésorerie pour les exercices annuels clos aux 31 décembres 2018, 2017 et 2016

(En millions d'euros.)

	Notes	2018	2017 (*)	2016 (*)
A) Flux de trésorerie des activités d'exploitation (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	51	8 664	2 055	6 623
1. Résultat de l'exercice		6 151	4 762	4 693
2. Ajustements pour obtenir les flux de trésorerie des activités d'exploitation :		7 695	8 526	6 784
Amortissement		1 208	1 387	1 426
Autres ajustements		6 487	7 139	5 358
3. Augmentation / diminution nette des actifs d'exploitation		-12 679	-4 894	-4 428
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		1 379	5 662	1 289
Actifs financiers non détenus à des fins de transaction obligatoirement évalués à juste valeur par le biais du compte de résultats		-643		
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats		349	-783	-2
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autre résultat global		-206	5 032	14 445
Actifs au coût amorti		-12 652	-14 503	-21 075
Autres actifs d'exploitation		-906	-302	915
4. Augmentation / diminution nette des passifs d'exploitation		10 286	-3 916	1 273
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		-466	-6 057	361
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		1 338	19	-53

Passifs financiers au coût amorti		10 481	2 111	-7
Autres passifs d'exploitation		-1 067	11	972
5. Encaissements / paiements au titre de l'impôt sur les bénéfices		-2 789	-2 423	-1 699
B) Flux de trésorerie des activités d'investissement (1 + 2)	51	7 516	2 902	-560
1. Paiements		-2 154	-2 339	-3 978
Actifs corporels		-943	-777	-1 312
Actifs incorporels		-552	-564	-645
Placements dans des coentreprises et associées		-150	-101	-76
Sociétés dépendantes et autres centres de profit		-20	-897	-95
Actifs non courants et passifs classés détenus en vue de la vente		-489	-	-
Placements conservés jusqu'à l'échéance		-	-	-1 850
Autres paiements liés aux activités d'investissement		-	-	-
2. Encaissements		9 670	5 241	3 418
Actifs corporels		731	518	795
Actifs incorporels		-	47	20
Placements dans des coentreprises et associées		558	18	322
Sociétés dépendantes et autres centres de profit		4 268	936	73
Actifs non courants et passifs classés détenus en vue de la vente		3 917	1 002	900
Placements conservés jusqu'à l'échéance		-	2 711	1 215
Autres encaissements liés aux activités d'investissement		196	9	93
C) Flux de trésorerie des activités de financement (1 + 2)	51	-5 092	-98	-1 113
1. Paiements		-8 995	-5 763	-4 335
Dividendes		-2 107	-1 698	-1 599
Passifs subordonnés		-4 825	-2 098	-502
Amortissement d'instruments de capitaux propres		-	-	-
Acquisition d'instruments de capitaux propres		-1 686	-1 674	-2 004
Autres paiements liés aux activités de financement		-377	-293	-230
2. Encaissements		3 903	5 665	3 222
Passifs subordonnés		2 451	4 038	1 000
Émission d'instruments de capitaux propres		-	-	-
Cession d'instruments de capitaux propres		1 452	1 627	2 222
Autres encaissements liés aux activités de financement		-	-	-
D) Effet des variations des taux de change		-2 498	-4 266	-3 463
E) Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)		8 590	594	1 489
F) Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		45 549	44 955	43 466
G) Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice (E + F)	51	54 138	45 549	44 955

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	Notes	2018	2017 (*)	2016 (*)
Caisse		6 346	6 416	7 413
Soldes équivalents à la trésorerie auprès des banques centrales		47 792	39 132	37 542
Autres actifs financiers		-	-	-
Moins : découverts bancaires remboursables à vue		-	-	-
Total trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	51	54 138	45 549	44 955

(*) Ne sont présentés qu'à des fins comparatives (Note 1.3)

Les Notes 1 à 56 et les Annexes I à XIII ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018.

VI. – Annexe consolidée afférente à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018**1. – Introduction, règles de présentation des comptes annuels consolidés, contrôle interne des informations financières et autres informations****1.1. – Introduction**

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. (ci-après la « Banque » ou « BBVA ») est une société de droit privé, régie par les dispositions légales et réglementaires applicables aux établissements bancaires exerçant en Espagne. Elle réalise ses activités à travers les succursales et les agences dont elle dispose sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger.

Les statuts et autres informations sur la Banque ayant un caractère public peuvent être consultés au siège social (Plaza San Nicolás, 4, Bilbao) et sur la page web (www.bbva.com).

Outre les opérations qu'elle réalise directement, la Banque est à la tête d'un groupe de sociétés dépendantes, de coentreprises et d'entreprises associées de différents domaines d'activité et constituent avec elle, le Groupe BBVA (ci-après le « Groupe » ou « Groupe BBVA »). Par conséquent, la Banque est tenue d'établir, en plus de ses propres comptes annuels individuels, les comptes annuels consolidés du Groupe.

En date du 31 décembre 2018, le Groupe BBVA est composé de 297 sociétés consolidées moyennant la méthode dite de l'intégration globale et de 66 sociétés mises en équivalence (cf. notes 3 et 16 et, les annexes I à V).

Les comptes annuels consolidés du Groupe BBVA relatifs à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2017 ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de la Banque tenue le 16 mars 2018.

Les comptes annuels consolidés du Groupe BBVA, ceux de la Banque et ceux de presque toutes les autres sociétés intégrées dans le Groupe, relatifs à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018, sont en instance d'approbation, le cas échéant, des assemblées générales d'actionnaires concernées. Néanmoins, le conseil d'administration de la Banque estime que ces comptes annuels seront approuvés sans modification.

1.2. – Règles de présentation des comptes annuels consolidés

Les comptes annuels consolidés du Groupe BBVA sont présentés conformément aux dispositions visées aux normes internationales d'information financière approuvées par l'Union Européenne (ci-après « IFRS-UE ») applicables au 31 décembre 2018, à la circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne et aux autres dispositions du cadre réglementaire relatif à l'information financière applicables au Groupe en Espagne (cf. note 1.3).

Les comptes annuels consolidés du Groupe BBVA relatifs à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2018, ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Banque (lors de la réunion tenue le 11 février 2019), en appliquant les principes de consolidation, les politiques et méthodes comptables et les conventions d'évaluation décrits à la note 2, de telle sorte qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats d'activités consolidés et des flux de trésorerie consolidés pendant l'exercice annuel clos à cette date.

Lesdits comptes annuels consolidés ont été établis à partir des registres comptables tenus par la Banque et par chaque société intégrée dans le Groupe. Ils comprennent les ajustements et reclassements nécessaires à l'harmonisation des méthodes comptables et des conventions d'évaluation appliquées par le Groupe (cf. note 2.2).

Il n'existe pas de politique comptable ou de convention d'évaluation d'application obligatoire et dont l'effet aurait un effet significatif sur les comptes annuels consolidés qui n'ait pas été appliqué pour l'établissement des présents comptes annuels.

Les montants indiqués sur les présents comptes annuels consolidés sont exprimés en millions d'euros, exception faite des cas où une unité inférieure est nécessaire. C'est pour cette raison que certains postes figurant dans les comptes annuels ne présentent aucun solde, alors qu'ils pourraient en présenter un en unités d'euro. Pour présenter les montants en millions d'euros, les soldes comptables ont fait l'objet d'un arrondi. Par conséquent, il est possible que les montants indiqués sur certains tableaux ne soient pas la somme arithmétique exacte des chiffres qui les précèdent.

Les variations en pourcentage des grandeurs y afférent sont calculées en utilisant des soldes exprimés en milliers d'euros.

1.3. – Comparaison des informations

Les informations contenues dans les présents comptes annuels consolidés portant sur les exercices 2017 et 2016, élaborées en vertu des normes en vigueur lors desdits exercices, sont présentées exclusivement à des fins de comparaison avec les informations relatives au 31 décembre 2018.

Modifications de méthodes comptables

Application de l'IFRS 9

À compter du 1^{er} janvier 2018, l'IFRS 9 « Instruments financiers » remplace l'IAS 39 « Instruments financiers ; comptabilisation et évaluation » et comprend des modifications des exigences pour le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers, la dépréciation d'actifs financiers et la comptabilité de couverture (cf. note 2.2.1). Les impacts de la première application de l'IFRS 9 sont présentés à la note 2.4.

À la suite de l'application de l'IFRS 9, les informations de comparaison des exercices 2017 et 2016 ventilées dans les présents comptes annuels consolidés ont fait l'objet de modifications non significatives afin d'améliorer la comparaison vis-à-vis des chiffres de l'exercice 2018.

Économies hyperinflationnistes

L'expérience qu'a acquise le Groupe en appliquant l'IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes », pour ses filiales au Venezuela, permet d'affirmer qu'il existe un haut niveau de complexité pour transposer les mécanismes de comptabilisation d'inflation avec les historiques d'évolution du taux de change de sorte à ce qu'ils soient compréhensibles, notamment lorsqu'il n'existe pas d'évolution consistante entre inflation et taux de change dans chaque période.

Dans ce contexte et dans l'objet d'améliorer l'image fidèle des états financiers, dans cet exercice 2018, le Groupe a réalisé une modification de méthode comptable moyennant laquelle il est procédé à l'inscription, dans un seul compte « Fonds propres – Gains cumulés », aussi bien de la réévaluation des éléments non monétaires par suite de l'hyperinflation, que des différences de change générées lors de la conversion en euros des états financiers retraités des filiales établies dans des économies hyperinflationnistes ; impacts qui auparavant étaient inscrits dans le poste « Autre résultat global et cumulé - Éléments pouvant être reclassés au compte de résultats – Conversion monétaire » (cf. notes 2.2.16 et 2.2.20). Le Groupe a procédé à ladite modification de méthode comptable car, en vertu des dispositions visées à l'IAS 8, elle offre et facilite l'information la plus fiable et importante sur les opérations réalisées dans des économies hyperinflationnistes.

Afin que les informations puissent faire l'objet d'une comparaison, les informations relatives aux exercices précédents ont été retraitées, de telle sorte qu'il a été procédé au reclassement de 1 853, 1 836 et 1 826 millions d'euros du poste « Autre résultat global et cumulé - Éléments pouvant être reclassés au compte de résultats – Conversion monétaire » au poste « Fonds propres – Gains cumulés » au 31 décembre 2017, 31 décembre 2016 et 1^{er} janvier 2016, respectivement, correspondant à des sociétés du Groupe établies au Venezuela (économie réputée hyperinflationniste aussi en 2017 et 2016). Il a en outre été procédé au reclassement de 828, 817 et 816 millions d'euros du poste « Intérêts minoritaires – Autre résultat global et cumulé » au poste « Intérêts minoritaires – Autres éléments » aux 31 décembre 2017 et 2016, et au 1^{er} janvier 2016, respectivement.

Le reclassement correspondant aux 1^{ers} janvier 2018, 2017 et 2016 est recueilli sous « Impacts des modifications des méthodes comptables » dans les États consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices annuels clos aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016. Dans les bilans consolidés aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016, aussi bien les différences de change que les impacts de la comptabilisation d'inflation des exercices 2018, 2017 et 2016 sont recueillis dans le poste « Fonds propres – Gains cumulés ».

Secteurs d'activité

Au cours de l'exercice 2018, des changements importants ont été réalisés dans les secteurs d'activité du Groupe BBVA par rapport à la structure qui était en vigueur à la clôture de l'exercice 2017 (cf. note 6). Les informations relatives aux secteurs d'activité d'exercices précédents ont été reformulées à des fins de comparaison.

1.4. – Saisonnalité des produits et charges

En raison de leur nature, les activités et les opérations, essentiellement liées aux activités caractéristiques des établissements financiers, les plus importantes ayant été effectuées par le Groupe BBVA, ne sont pas touchées de manière significative par des facteurs de saisonnalité.

1.5. – Responsabilité liée aux informations et aux estimations réalisées

Les informations figurant dans les présents comptes annuels consolidés du Groupe BBVA sont placées sous la responsabilité du conseil d'administration de la Banque.

Pour l'établissement de ces comptes annuels consolidés, des estimations réalisées par la Banque et les sociétés consolidées ont parfois été utilisées pour déterminer certains des actifs, passifs, produits, charges et engagements inscrits au sein de ces sociétés. Ces estimations portent essentiellement sur les éléments suivants :

- pertes pour dépréciation de certains actifs financiers (cf. notes 7, 13, 14 et 16) ;
- hypothèses employées dans la détermination de certaines provisions (cf. note 24), ainsi que dans le calcul actuariel des passifs et des engagements pour prestations postérieures à l'emploi et autres obligations (cf. note 25) ;
- durée de vie et pertes pour dépréciation des actifs corporels et incorporels (cf. notes 17, 18, 20 et 21) ;
- évaluation des écarts d'acquisition et attribution du prix en regroupements d'entreprises (cf. note 18) ;
- juste valeur de certains actifs et passifs financiers non cotés (cf. notes 7, 8, 10, 11, 12 et 13) ;
- possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés (cf. note 19).

Ces estimations ont été réalisées en fonction des meilleures informations disponibles au 31 décembre 2018 sur les faits analysés. Toutefois, il est possible que des événements qui pourraient avoir lieu à l'avenir exigent leur modification (à la hausse ou à la baisse), ce qui serait effectué conformément à la réglementation applicable, de manière prospective, en prenant en compte les effets de ladite modification dans le compte de résultat consolidé afférent.

Au cours de l'exercice 2018, il n'y a pas eu de modifications importantes dans les prises en comptes et les estimations réalisées au 31 décembre 2017, exception faite de celles indiquées dans les présents comptes annuels consolidés.

1.6. – Contrôle de l'information financière du Groupe BBVA

L'information financière par le Groupe BBVA est établie conformément à un système de contrôle interne financier (ci-après « SCIF ») qui a pour objet de garantir une sécurité raisonnable de sa fiabilité et exactitude, aussi bien de l'information financière consolidée que sur le fait que les opérations sont traitées conformément à la réglementation qui leur est applicable.

Le SCIF respecte les normes internationales fixées en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (ci-après « COSO »). Le cadre du COSO 2013 met en place cinq composantes sur lesquels l'efficacité des systèmes de contrôle interne doit reposer :

- établir un cadre de contrôle adapté au suivi de toutes les activités ;
- réaliser l'évaluation de tous les risques qui pourraient être encourus dans l'élaboration de l'information financière ;
- concevoir les activités de contrôle nécessaires pour atténuer les risques les plus critiques ;
- mettre en place les circuits d'information appropriés pour la détection et la communication des faiblesses et des insuffisances du système ;
- surveiller ces activités de contrôle pour assurer leur conformité et la validité de leur efficacité dans le temps.

Le SCIF est un modèle dynamique : il évolue au cours du temps et ce, de façon continue pour représenter, à tout moment, la réalité sur l'activité et sur les processus opérationnels du Groupe, les risques y afférent et les contrôles qui les atténuent. Il fait aussi l'objet d'une évaluation constante de la part des unités de contrôle internes se trouvant dans de différentes sociétés du Groupe.

Ces unités de contrôle interne financier font partie intégrante du modèle interne du Groupe BBVA, qui repose sur deux piliers :

- un système de contrôle organisé sur trois lignes de maîtrise :
 - la première ligne de maîtrise se trouve aux unités opérationnelles, d'activité et de support, responsables de l'identification des risques liés aux processus et d'appliquer les contrôles nécessaires à l'atténuation de ceux-ci,
 - la deuxième ligne est composée des unités spécialisées dans le contrôle (entre autres : contrôle interne des risques, contrôle interne financier, contrôle de l'opérationnel, contrôle interne de technologie et conformité) qui

- définissent les modèles et les politiques de contrôle pour leur domaine de responsabilité. De même, elles vérifient que l'application, la conception et l'efficacité des contrôles soient corrects,
- la troisième ligne de maîtrise est celle de l'Audit interne qui permet un regard indépendant sur la conception et l'efficacité du modèle.
- une structure de comités, dénommée Corporate Assurance, permettant d'accélérer la transmission à la direction et à la gestion en ce qui concerne les sujets afférents au contrôle interne, aussi bien à l'échelle consolidée qu'à l'échelle de chaque géographie dans lesquelles le Groupe exerce son activité.

Ces unités de contrôle interne suivent une méthodologie commune et homogène fixée au niveau de l'entreprise, conformément au schéma suivant :

Modèle de contrôle interne du groupe BBVA



Par ailleurs, le SCIF est évalué une fois par an par le Département d'audit interne du Groupe et est supervisé par la Commission de contrôles des comptes et de conformité du conseil d'administration de la Banque.

En raison de sa condition de société cotée en Bourse, le Groupe BBVA respecte en outre les exigences fixées par la Loi Sarbanes-Oxley Act (ci-après « SOX ») auprès de la U.S. Securities Exchange Commission (« SEC ») lors de l'élaboration des comptes annuels consolidés de chaque exercice. De plus, les principaux cadres du Groupe prennent part dans la conception, l'accomplissement et la mise en place d'un modèle de contrôle interne efficace afin de garantir la qualité et l'exactitude de l'information financière.

Le système de contrôle interne financier est décrit en détail dans le Rapport annuel sur le gouvernement d'entreprise, compris dans le rapport de gestion consolidé, annexé aux présents comptes annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

VII. – Rapport d'audit sur les comptes annuels consolidés délivré par des Commissaires aux comptes

Avis

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels consolidés de Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. (ci-après la « Banque ») et les sociétés formant, avec la Banque, le Groupe Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (ci-après le « Groupe »). Lesdits comptes comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2018, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé des produits et charges comptabilisés, l'état consolidé des variations des capitaux propres, le tableau consolidé des flux de trésorerie et l'annexe consolidée afférents à l'exercice annuel clos à la date susmentionnée.

Nous certifions que les comptes annuels ci-joints donnent, à tous égards importants, une image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée du Groupe Banco Bilbao Vizcaya Argentaria au 31 décembre 2018, ainsi que du résultat consolidé et des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos à ladite date, conformément aux normes internationales d'information financière, adoptées par l'Union Européenne (IFRS-UE) et aux autres dispositions visées à la réglementation d'information financière d'application en Espagne.

Justification de l'avis

Nous avons effectué l'audit conformément à la réglementation régissant l'activité d'audit de comptes en vigueur en Espagne. Notre responsabilité, en vertu de ladite réglementation, est décrite ci-après, dans la section Responsabilité des commissaires aux comptes relative à l'audit des comptes annuels consolidés de notre rapport.

Nous avons respecté les règles d'éthique et d'indépendance vis-à-vis du Groupe, applicable à notre audit des comptes annuels consolidés en Espagne, conformément aux dispositions visées à la réglementation régissant l'activité d'audit de comptes. En ce sens, nous n'avons fournis nul service autre que celui d'audit de comptes et nulle situation ou circonstance n'a eu lieu pouvant avoir porté atteinte à l'indépendance requise, conformément à la réglementation susmentionnée. Ladite indépendance n'a donc pas été compromise.

Nous estimons que l'information probante que nous avons obtenue est suffisante et pertinente aux fins de la formulation de notre avis d'audit.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels consolidés de cette période, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et pour la formation de notre avis sur ces derniers. Nous n'exprimons pas d'avis sur des éléments de ces comptes consolidés pris séparément.

Dépréciation de la valeur de prêts et avances à la clientèle ***Cf. notes 2.4, 7.3, 14.3 et 47 des comptes annuels consolidés***

Point clé de l'audit

Tel que précisé dans la note 14.3 de l'annexe des comptes annuels consolidés du Groupe, au 31 décembre 2018, le portefeuille de prêts et créances à la clientèle présente un solde net de 374 027 millions d'euros, le montant des provisions pour dépréciation constituées s'élevant à la somme de 12 199 millions d'euros à ladite date.

Afin d'effectuer une estimation de la dépréciation d'actifs financiers, le Groupe applique, à compter du 1^{er} janvier 2018, la Norme internationale d'information financière 9, Instruments financiers (IFRS 9), qui reprend des modifications importantes dans ce domaine. C'est pour cette raison qu'à ladite date le Groupe a pris en compte les impacts de la première application de cette norme (cf. note 2.4 de l'annexe des comptes annuels consolidés).

Le classement des actifs financiers évalués au coût amorti, conformément à l'IFRS 9, aux fins de l'estimation de leur dépréciation identifie trois groupes (Stage 1, 2 ou 3) selon l'augmentation du risque détectée lors de la comptabilisation initiale ou s'il s'agit d'un actif financier déprécié. La détermination de ce classement par le Groupe est un procédé important car le calcul des couvertures du risque de crédit dépend du groupe dans lequel l'actif financier est inclus.

Par ailleurs, le procédé de calcul de la dépréciation est fondé sur un modèle de pertes anticipées, que le Groupe prend en compte individuellement et dans leur ensemble. Ce calcul nécessite un degré de jugement considérable étant donné qu'il s'agit d'une estimation importante et complexe.

Réponses apportées

Concernant la mise en place réalisée par le Groupe de l'IFRS 9 dans le cadre de la dépréciation d'actifs financiers, nous avons réalisé des procédures, impliquant nos experts en risque de crédit, relatives à l'évaluation des définitions conceptuelles, critères et méthodologies définies, et nous avons réalisé des tests de contrôle et de détails sur l'analyse réalisée par le Groupe en matière de classement par risque de crédit des instruments financiers et sur les modèles d'estimation de provisions pour dépréciation.

Notre approche d'audit, en ce qui concerne l'application de l'IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018, comprend aussi bien l'évaluation des contrôles importants, liés aux procédés d'estimation de la dépréciation pour risque de crédit du portefeuille d'actifs financiers évalués au coût amorti, que la réalisation de différents tests de détails sur ladite estimation.

Nous avons classé nos procédés quant à l'environnement de contrôle selon les suivants domaines clés :

- Gouvernement : identification du cadre de gestion des risques de crédit et contrôles importants ;
- Méthodes comptables : évaluation de l'alignement avec les règles comptables d'application ;
- Classement en fonction du risque de crédit des actifs financiers conformément aux critères retenus par le Groupe, notamment conformément aux critères fixés pour identifier et classer les opérations de refinancement et restructuration.

Dépréciation de la valeur de prêts et avances à la clientèle
Cf. notes 2.4, 7.3, 14.3 et 47 des comptes annuels consolidés

Point clé de l'audit

Les provisions individualisées prennent en considération les estimations de l'évolution future des activités et de la valeur de marché des garanties existantes sur les opérations de crédit.

En ce qui concerne l'analyse collective, les estimations des pertes anticipées sont fondées sur des procédés automatisés qui comprennent d'importantes bases de données, des modèles et des paramètres d'estimation de provisions, qui requièrent de prendre en considération les informations présentes, passées et futures, dont la conception et la mise en place sont complexes.

Nous avons considéré que ce point était clé dans notre audit en raison du poids du portefeuille de prêts et avances à la clientèle pour le Groupe, ainsi qu'en raison de l'importance et la complexité du procédé de classement des actifs financiers aux fins de l'estimation de leur dépréciation et du calcul de ladite dépréciation.

Réponses apportées

- Réalisation de tests sur les contrôles importants liés à l'information disponible pour réaliser un suivi des opérations en cours ;
- Sûretés et garanties : évaluation de la conception des contrôles importants sur la gestion et l'évaluation des garanties ;
- Évaluation du procédé d'estimation des provisions pour pertes anticipées, aussi bien à l'échelle collective que celles des opérations importantes d'un point de vue individuel ;
- Bases de données : évaluation de l'intégrité, de l'exactitude, de la qualité et de la mise à jour des données et du procédé de contrôle et gestion fixé.

Dans l'essentiel, nos tests de détails sur l'estimation des pertes anticipées ont été les suivants :

- En ce qui concerne la dépréciation d'opérations importantes d'un point de vue individuel, nous avons choisi un échantillon parmi les risques importants fournissant une preuve objective de dépréciation et nous avons évalué l'adéquation de la provision inscrite ;
- Quant aux provisions pour dépréciation estimées collectivement, nous avons évalué l'approche méthodologique utilisée par le Groupe, en réalisant une évaluation de tous les soldes de dépôt dans le procédé ainsi que la validation de fonctionnement correct du moteur de calcul. Nous avons également révisé la qualité des données des opérations utilisées pour estimer leur dépréciation.

Enfin, nous avons analysé si les informations détaillées dans les notes de l'annexe consolidé sont appropriées, conformément aux critères fixés dans le référentiel comptable applicable au Groupe.

Classement et évaluation d'instruments financiers évalués à la juste valeur
Cf. notes 2.4, 8.1 et 41 des comptes annuels consolidés

Point clé de l'audit

À compter du 1^{er} janvier 2018, le Groupe applique Norme internationale d'information financière 9, Instruments financiers (IFRS 9), qui reprend des modifications importantes en ce qui concerne la classement et l'évaluation des instruments financiers. C'est pour cette raison qu'à ladite date le Groupe a considéré les impacts de la première application de cette norme (cf. note 2.4 de l'annexe des comptes annuels consolidés).

Le classement et la mesure initiale des instruments financiers (dans l'essentiel, actifs financiers et dérivés) peuvent requérir d'un degré élevé de jugement et des estimations complexes, et ils définissent les critères à appliquer lors de leur évaluation ultérieure.

Tel qu'indiqué à la note 8.1 de l'annexe des comptes annuels consolidés, le Groupe a des actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction d'un montant de 90 117 et 80 774 millions d'euros respectivement, dont 63 387 et 57 842 millions d'euros, respectivement, ont été évalués moyennant des techniques d'évaluation du fait de ne pas avoir de prix coté dans un marché actif (par conséquent, ils sont classés au niveau 2 ou 3 à des fins d'évaluation).

La détermination de la juste valeur des instruments financiers, pour lesquels il n'existe de prix coté dans un marché actif, requiert une estimation complexe qui est effectuée au moyen de techniques d'évaluation qui peuvent prendre en considération des données de marché non observables, directement ou indirectement, ou des modèles complexes d'évaluation qui requièrent un haut degré de subjectivité. C'est pour cette raison que nous avons considéré l'estimation de la juste valeur moyennant ces méthodes un point clé de notre audit.

Réponses apportées

En ce qui concerne la mise en place de la part du Groupe de l'IFRS 9 en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, nous avons réalisé des procédures, en impliquant nos propres experts en la matière, sur l'évaluation des définitions conceptuelles, critères et méthodologies définies, et nous avons réalisé des tests de contrôle et de détails sur l'analyse réalisée par le Groupe.

Nos procédures quant à l'évaluation des contrôles importants liés aux procédés de classement et d'évaluation des instruments financiers ont principalement porté sur l'identification du cadre de gestion des risques et contrôles sur les opérations des marchés financiers dans lesquels le Groupe réalise des opérations, l'évaluation de l'application des politiques du Groupe et des procédures de reconnaissance et classement des instruments sur la base de modèles d'entreprise existants et leurs caractéristiques contractuelles, l'examen des contrôles clé liés au procédés d'évaluation des instruments financiers et à l'analyse de l'intégrité, l'exactitude, la qualité et la mise à jours des données utilisées et du procédé de contrôle et gestion fixé pour les bases données existantes.

En ce qui concerne les tests de détail réalisés, nous avons choisi un échantillon des instruments financiers évalués à la juste valeur, et nous avons évalué leur bon classement, le caractère approprié du critère d'évaluation appliqué et l'exactitude de ladite évaluation. Aux fins de quoi, nous avons aussi analysé les modèles d'évaluation les plus importants qu'a utilisés le Groupe.

Enfin, nous avons analysé si les informations détaillées dans les notes de l'annexe ont été élaborées conformément aux critères fixés par le référentiel comptable applicable au Groupe.

Méthode comptable des impacts sur les capitaux propres des sociétés établies dans économies hyperinflationnistes

Cf. notes 1.3, 2.2.16, 2.2.20, 28 et 30 des comptes annuels consolidés

Point clé de l'audit

Le Groupe détient plusieurs filiales qui réalisent des opérations dans des pays à forte inflation (Venezuela et Argentine). Par conséquent, suivant l'IAS 29, le Groupe ajuste les états financiers des filiales dont le siège est sis dans lesdits pays afin de corriger les impacts de l'inflation dans chaque exercice.

Par ailleurs, en application de l'IAS 21, le Groupe convertit en euros les états financiers ajustés de ces filiales, en appliquant le taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice et dont l'évolution est étroitement liée à l'évolution du taux d'inflation et vise, dans une très large mesure, à corriger les effets de celle-ci.

Depuis que l'économie du Venezuela est considérée hyperinflationniste aux fins des IFRS-UE, le Groupe a retenu une méthode comptable consistant à inscrire dans le poste « autre résultat global et cumulé », dans les capitaux propres, les effets des ajustements au titre de l'inflation et des différences de change.

Tel qu'indiqué à la note 1.3 des comptes annuels consolidés, afin d'améliorer l'image fidèle desdits comptes, en 2018, le Groupe a décidé de modifier sa méthode comptable en ce qui concerne l'inscription dans les capitaux propres des impacts des ajustements d'inflation et des différences de change correspondant aux filiales établies dans des économies hyperinflationnistes, en considérant que, en vertu des dispositions visées à l'IAS 8, il était plus important et fiable, pour mettre en lumière les opérations réalisées dans les économies hyperinflationnistes, de présenter l'impact de deux ajustements dans un seul compte de réserves.

Ladite modification, ayant mené au retraitement des chiffres comparatifs correspondant aux sociétés du Groupe établies au Venezuela, implique une application importante de jugement de la part du Groupe pour l'évaluation de son importance et fiabilité ; raison pour laquelle elle a été considérée un point clé de cet audit.

Réponses apportées

Notre approche d'audit a inclus :

- L'évaluation de la prise en considération de la réglementation en vigueur de la part du Groupe ;
- À partir de l'analyse des normes internationales d'information financière, l'évaluation du caractère approprié de la nouvelle méthode comptable qu'a adoptée le Groupe ;
- Sur la bases des données historiques disponibles et de nos connaissances sur le Groupe, l'analyse des éléments qui, conformément à l'évaluation du Groupe, soutiennent que la nouvelle méthode comptable offre et facilite l'information la plus importante et fiable sur les opérations réalisées dans des économies hyperinflationnistes, conformément aux critères fixés dans l'IAS 8 ;
- La vérification, moyennant des tests de détails, de l'impact quantitatif comptabilisé dans les présents comptes annuels consolidés, qui découle de la modification de la méthode comptable ;
- L'évaluation des informations fournies dans les comptes annuels consolidés en ce qui concerne la modification de méthode comptable, au regard des exigences du cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe.

Risques liés aux technologies de l'information

Point clé de l'audit

Le Groupe dispose d'un environnement opérationnel de technologie complexe avec d'importants centres de traitement de données en Espagne et au Mexique, qui fournissent du soutien à différentes filiales dans différents pays, un environnement de traitement de données indépendant en Espagne pour l'activité d'assurance, des centres de traitement de données séparés en Turquie, Argentine, au Venezuela et d'autres services de traitement de données aux États-Unis et dans les pays d'Amérique latine et présente un grand volume de transactions traités au quotidien.

Étant donné que l'activité du Groupe dépend grandement des systèmes informatiques, il est essentiel d'évaluer les contrôles sur les risques technologiques principaux, liés aux systèmes d'information, aux plate-formes informatiques et applications qui nous avons considérés importants. C'est pour cela que nous l'avons considéré un point clé de notre audit.

Réponses apportées

Notre évaluation des systèmes d'informations du Groupe clés pour l'élaboration de l'information financière s'articule autour des domaines suivants :

- Nous avons évalué les contrôles généraux sur les technologies de l'information (accès aux applications et aux données, gestion des modifications dans les applications et gestion des opérations de l'environnement de production) existantes sur les plate-formes technologiques et sur les applications importantes, liées aux domaines essentiels de notre travail. Si nous trouvions des défauts, nous avons vérifié l'existence de contrôles effectués pour pallier auxdits défauts ;
- Nous avons défini quels sont les processus d'entreprise du Groupe, clés pour notre audit, moyennant l'identification des applications utilisées et les contrôles automatiques sur les flux d'information existants. En ce qui concerne les systèmes d'information, les plate-formes informatiques et applications, clés pour notre audit, nous avons analysé les menaces et les vulnérabilités liées à l'intégrité, l'exactitude et la disponibilité des informations et nous avons identifié, ainsi que vérifié l'efficacité opérationnelle des contrôles mis en place pour pallier à ces risques.

Autres informations : rapport de gestion consolidé

Les autres informations comprennent exclusivement le rapport de gestion consolidé de l'exercice 2018, dont l'établissement incombe au conseil d'administration de la Banque et ne fait nullement partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Notre avis d'audit sur les comptes annuels consolidés ne couvre pas le rapport de gestion consolidé. Notre responsabilité quant à l'information contenue dans le rapport de gestion consolidé est définie dans la réglementation régissant l'activité d'audit de comptes, fixant deux niveaux différenciés :

- a) Un niveau spécifique applicable à l'information non-financière, ainsi qu'à une certaine information comprise dans la Déclaration annuelle du gouvernement d'entreprise, en vertu de la définition visée à l'article 35.2. b) de la Loi 22/2015, sur l'audit de comptes, se limitant à vérifier que ladite information a bien été fournie dans le rapport de gestion consolidé, ou le cas échéant, qu'il a été incorporé dans celui-ci la référence correspondante au rapport séparé sur l'information non-financière dans les formes prévues par la réglementation et dans le cas contraire, à en informer ;
- b) Un niveau général applicable aux autres informations comprises dans le rapport de gestion consolidé. Ce niveau vise à évaluer et informer sur la concordance entre lesdites informations et les comptes annuels consolidés, à partir des connaissances du Groupe acquises lors de la réalisation de l'audit desdits comptes annuels consolidés et sans inclure nulle autre information que celle obtenue en tant que preuve pendant l'audit, ainsi qu'évaluer et informer si le contenu et l'élaboration de cette partie du rapport de gestion consolidé sont conformes à la réglementation d'application. Si, sur la base de notre travail, nous concluons qu'il existe des inexactitudes matérielles, nous sommes tenus d'en informer.

Au vu du travail réalisé, conformément à la description qui précède, nous avons vérifié que l'information spécifique mentionnée au point a) ci-avant figure dans le rapport de gestion consolidé et que les autres informations du rapport de gestion consolidé correspondent aux comptes annuels consolidés de l'exercice 2018 et, nous certifions que le contenu et la présentation sont conformes à la réglementation d'application.

Responsabilité du conseil d'administration de la Banque et de la Commission de contrôle des comptes et de conformité relative aux comptes annuels consolidés

La responsabilité quant à l'arrêté des comptes annuels consolidés ci-joints incombe au conseil d'administration de la Banque, de telle sorte à ce qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine consolidé, de la situation financière consolidée et du résultat consolidé du Groupe, conformément aux normes internationales d'information financière, adoptées par l'Union Européenne et aux autres dispositions du cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe en Espagne, et du contrôle interne qu'il considère nécessaire à la préparation des comptes annuels consolidés sans inexactitudes matérielles, que ce soit en raison de fraude ou erreur.

Lors de la préparation des comptes annuels consolidés, le conseil d'administration de la Banque est responsable de l'évaluation quant à la capacité du Groupe pour continuer d'exercer l'activité, en dévoilant, le cas échéant, les aspects liés au fonctionnement et en utilisant le principe comptable applicable à une société en activité, exception faite si le conseil d'administration de la Banque a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité, ou s'il n'existe nulle autre alternative réaliste.

La responsabilité quant au contrôle du processus de l'arrêté et de la présentation des comptes annuels consolidés incombe à la Commission de contrôle des comptes et de conformité de la Banque.

Responsabilité des commissaires aux comptes relative à l'audit des comptes annuels consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'inexactitudes matérielles, que ce soit en raison de fraude ou erreur, et de présenter un rapport contenant notre avis.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes relatives à l'activité d'audit de comptes en Espagne permet de systématiquement détecter toute inexactitude matérielle. Les inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la réglementation régissant l'activité d'audit de comptes en Espagne, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels consolidés comportent des inexactitudes matérielles, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre avis. Le risque de non-détection d'une inexactitude matérielle provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une

inexactitude matérielle résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer un avis sur l'efficacité du contrôle interne ;
- nous vérifions si les méthodes comptables appliquées sont appropriées, le caractère raisonnable des estimations comptables et les informations pertinentes fournies par le conseil d'administration de la Banque ;
- nous concluons sur l'adéquation de l'utilisation que fait le conseil d'administration de la Banque du principe comptable de société en activité et, sur la base de l'information probante d'audit obtenue, nous concluons sur l'existence ou non d'une inexactitude matérielle liée aux faits ou aux conditions pouvant entraîner des doutes importants concernant la capacité du Groupe pour continuer son activité. Si nous concluons qu'il existe une inexactitude matérielle, dans notre rapport d'audit, nous devons attirer l'attention sur l'information figurant dans les comptes annuels consolidés ou, si lesdites révélations ne sont appropriées, nous exprimons un avis modifié. Nos conclusions sont fondées sur l'information probante d'audit obtenue jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, les faits ou conditions ultérieures peuvent entraîner la cessation de l'activité du Groupe ;
- nous évaluons la présentation dans son ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels consolidés, y compris l'information fournie, et si les comptes annuels consolidés représentent les transactions et faits en cause, de sorte à ce qu'ils donnent une image fidèle ;
- nous obtenons les informations probantes suffisantes et appropriées en ce qui concerne l'information financière des établissements ou des activités du Groupe pour rendre un avis sur les comptes annuels consolidés. La direction, le contrôle et la réalisation de l'audit du Groupe sont placés sous notre responsabilité. La responsabilité quant à l'avis d'audit n'incombe qu'à nous.

Nous transmettons à la Commission de contrôle des comptes et de conformité de la Banque, entre autres, l'étendue et le programme de l'audit mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées au cours de l'audit.

Nous fournissons également à la Commission de contrôle des comptes et de conformité de la Banque la déclaration confirmant que nous avons satisfait aux exigences d'éthique applicables, y compris celles d'indépendance, et nous nous sommes entretenus avec la Commission de contrôle des comptes et de conformité des risques pesant sur notre indépendance et, le cas échéant, des mesures de sauvegarde appliquées.

Parmi les affaires ayant fait l'objet d'une communication avec la Commission de contrôle des comptes et de conformité de la Banque, nous avons défini quelles ont été celles les plus importantes lors de l'audit des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et qui sont donc les points clés de l'audit.

Nous décrivons lesdits points dans notre rapport d'audit, à moins que les dispositions légales ou réglementaires interdisent de révéler ledit point publiquement.

Information sur d'autres obligations légales et réglementaires

Informations supplémentaires pour la Commission de contrôle des comptes et de conformité de la Banque

L'avis exprimé dans le présent rapport concorde avec ce qui a été déclaré dans notre rapport supplémentaire pour la Commission de contrôle des comptes et de conformité de la Banque délivré le 8 février 2019.

Période du contrat

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 17 mars 2017, pour une durée de trois ans, à compter de l'exercice qui débute le 1^{er} janvier 2017.

KPMG Auditores, S.L.

Immatriculée au R.O.A.C (Registre officiel espagnol des commissaires aux comptes) sous le numéro S0702

Luis Martin RIAÑO

Inscrit au R.O.A.C. sous le numéro 18.537

Le 12 février 2019

VIII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public dans les locaux de notre établissement principal en France au 29, avenue de l'Opéra – 75001 PARIS.